

## RECRUTEMENT DANS LES ETABLISSEMENTS ECLAIR

### CA NE MARCHE PAS ? ALLONS PLUS LOIN !

Comme on pouvait le prévoir, la mise en place du recrutement par le chef d'établissement dans le cadre des établissements ECLAIR s'est soldé par un échec. Sur l'ensemble du territoire, 1818 postes ECLAIR n'ont pas été pourvus au mouvement intra-académique spécifique mis en place en 2011. Sur ces 1818 postes, 718 sont aujourd'hui occupés par des TZR et 1100 par des personnels non-titulaires. Le Ministère avait vendu au grand public la mise en place d'un système qui permettrait aux chefs d'établissement de recruter dans les établissements dits « sensibles » des personnels expérimentés et motivés. Dans les faits, le dispositif n'a fait que remplacer des titulaires par des personnels souvent non-formés et précaires. Face à cet échec, le bon sens aurait été de reculer. Dans une logique qui tient à la fois du stalinisme et du dogme néo-libéral, Châtel s'entête : si ça ne marche pas, c'est que la réforme n'est pas encore allée assez loin !

### Un mouvement désormais national !

Cette année, le mouvement spécifique ECLAIR échappera encore davantage au mouvement classique car il en est volontairement décalé : il commencera le 27 février, c'est à dire après les vœux mais avant les résultats du mouvement inter-académique et se terminera le 20 mars c'est à dire après le mouvement inter-académique. Les candidats seront informés des résultats le 16 avril, c'est à dire bien avant le mouvement intra-académique, pour éventuellement permettre aux recteurs de mettre les postes restés vacants au mouvement.



Et pour cause ! Au nom d'une flexibilité totale, ce mouvement remet en cause tout le fonctionnement démocratique des mutations. Les candidats devront faire des vœux directement sur trois établissements dans n'importe quelle académie. Ces candidatures s'appuieront sur la remise d'un CV, d'une lettre de motivation et d'un rapport d'inspection, sans tenir compte du barème et donc des situations personnelles. Encore une fois, c'est l'individualisme qui est encouragé : dans un mouvement déjà ralenti par la mise en place des stages à temps plein, ces postes bloqués vont encore faire augmenter les barèmes des académies tout en devenant, pour de nombreux collègues, la seule solution qui leur permettra d'entrer dans celle de leur choix. Attention cependant : les personnels en question seront titulaires de leur poste et donc officiellement affectés dans cette nouvelle académie !

**SUD Éducation Alsace refuse que des critères aussi flous et idéologiques que la « motivation » ou la « compétence » priment sur le bien-être des personnels dans l'attribution des postes.**

## **Un mouvement ouvert aux autres fonctions publiques !**

Les personnels des autres fonctions publiques pourront désormais être eux aussi affectés sur ces postes. Où est la cohérence d'un projet qui promettait l'installation dans ces établissements de personnels expérimentés et compétents alors qu'on propose ces postes à des collègues qui seront novices dans l'Éducation nationale et sans doute peu formés ?

**SUD Éducation Alsace refuse que le Ministère profite de la mise en place d'un dispositif contestable pour continuer dans la voie d'une mobilité des personnels de la fonction publique purement idéologique et totalement inefficace.**

*Depuis le début, SUD Éducation Alsace s'est opposé à un dispositif dont le seul objectif est de renforcer le pouvoir des chefs d'établissements en leur donnant les clés du recrutement et de diviser les personnels pour briser toute résistance collective, dans le même esprit que la réforme de l'évaluation. Ces nouvelles modalités ne font que démontrer encore une fois que le Ministère se fiche bien de la réussite des élèves et de ce que le programme ECLAIR peut leur apporter. Nous encourageons les personnels des établissements ECLAIR à se réunir en AG et en heures d'information syndicale dans leurs établissements, pour définir les modalités de la résistance à cette nouvelle attaque contre les statuts et le service public d'éducation.*